

**CIBLE**

## Régression

**Q**u'on ne nous dise plus que l'Europe deviendra de plus en plus « sociale » puisque c'est exactement le contraire qui se produit !

Cette évolution est un phénomène dû à l'ultra-libéralisme économique. Mais elle s'affirme aussi dans le détail de la législation.

La Commission européenne veut en effet obliger la France à autoriser le travail de nuit des femmes dans l'industrie, en application d'une directive européenne proscrivant toute discrimination sexuelle.

Sous peine d'une astreinte de 943 880 F par jour, il nous faudrait donc abroger la loi de 1892 qui empêchait de faire travailler les femmes la nuit. A moins de faire voter une loi étendant cette interdiction aux hommes - ce que personne ne veut envisager. A moins qu'on ne décide de verser à toutes celles et ceux qui travaillent en nocturne de solides compensations financières - ce dont le patronat ne veut pas entendre parler.

Tout en observant que la CFDT est favorable à la directive européenne, nous ne doutons pas que Martine Aubry saura éviter l'abrogation d'une loi progressiste votée par le Parlement de la III<sup>e</sup> République.

## YUGOSLAVIE

# La guerre des pacifistes

Idées

**L'Europe  
des nations**

p. 9

Démocratie

**Entretien avec  
Rosanvallon**

p. 6/7

J'ai été choqué de lire l'éditorial de M. Bertrand Renouvin consacré exclusivement à la crise du Kosovo (*Royaliste* n° 726). Il me semble, en effet, que les arguments avancés par M. Renouvin ne trouvent leur fondement que sur une connaissance partielle du problème du Kosovo.

D'autre part, les intellectuels français devraient se garder de se faire le relais de la propagande serbe qui motive sa politique au Kosovo en faisant allusion à un prétendu « cœur » ou « berceau » historique de la Serbie.

Aussi afin de permettre à vos lecteurs de comprendre certains aspects de la crise du Kosovo, je vous propose de publier, mon article « *Quel avenir pour le Kosovo ?* » (déjà publié dans le journal *La Libre Belgique* le 7 avril 1999).

**Suleman Gjanaj**  
Membre du Comité Directeur du P.L.L.(1).

(1) *Le P.L.L. (Parti de la Légalité d'Albanie) est la troisième force politique du pays (deuxième force de l'opposition) et le principal parti politique qui soutient le retour de la monarchie en Albanie.*

### « Quel avenir pour le Kosovo ? »

Les frappes de l'OTAN se sont poursuivies et même intensifiées ces derniers jours face à l'intransigence de Milosevic et à la détermination des Serbes de mener à bien leur projet d'épuration ethnique au Kosovo. Faisant fi des appels à la raison lancés par plusieurs chefs d'États européens et par les États-Unis, Slobodan Milosevic s'est montré une fois de plus, et sans doute plus que jamais, déterminé à imposer sa loi aux chancelleries occidentales.

Par sa campagne de nettoyage ethnique, Milosevic a fait d'une pierre deux coups : il a réussi à affaiblir les Albanais du Kosovo mais il a surtout prouvé qu'il détient le pouvoir de déstabiliser ses voisins et de faire basculer l'équilibre déjà précaire dans les Balkans.

Milosevic est un fin stratège et un redoutable manipulateur. Il est de surcroît un fervent communiste. En provoquant les frappes de l'OTAN, il

## C'est vous qui le dites...

s'est aussi rallié toute la population serbe qui s'était pourtant détachée de sa politique en raison notamment de la crise économique qui sévit en Yougoslavie depuis que celle-ci fait l'objet d'un embargo.

En somme, en dépit des pertes matérielles qu'ils ont subies sur leur appareil militaire et sur certains bâtiments officiels, les Serbes apparaissent comme les premiers vainqueurs de cette partie d'échec.

Les Albanais eux payent le prix fort en étant chassés de leurs maisons qui sont détruites au passage ; en traînant plusieurs jours sur les routes à la recherche d'un peu de sécurité en Albanie, en Macédoine ou au Monténégro ; en laissant derrière eux leur passé, leur histoire. Les peuples déportés ont toujours payé un lourd tribut à leur appartenance sociale, raciale ou religieuse. Le cas des Albanais du Kosovo nous rappelle, en effet, le triste sort qu'ont connu les victimes de la cruauté nazie pendant la Seconde Guerre Mondiale.

Il est pourtant étonnant d'entendre des voix en Europe qui critiquent ci et là l'intervention de l'OTAN, prétextant que le droit international ne permet pas d'agir de la sorte contre la Yougoslavie. La complaisance pour des actes barbares devrait être jugée par les peuples civilisés avec la même fermeté que le sont leurs auteurs. Faut-il rappeler à ces individus que le droit international ne bénéficie guère d'une force divine. Il a été créé par des hommes au gré d'événements et d'expériences passées. Aussi, toute modification ou adaptation peut lui être apportée légitimement. Surtout lorsqu'il s'agit d'apporter assistance à un peuple en danger (rappelons que la non-assistance est passible de lourdes condamnations par le droit interne de la plupart des États modernes).

Comme le soulignait récemment Alexandre Adler, le conflit au Kosovo n'a rien de comparable non plus avec le conflit au Kurdistan turc ou ailleurs dans le monde. En effet, les Turcs ont toujours voulu faire des Kurdes des citoyens à part entière de leur nation.

Tandis que les Albanais du Kosovo ont toujours été considérés comme des citoyens de seconde zone. Ils ont vécu en silence l'apartheid yougoslave. Ils ont été humiliés. Comme ils n'ont jamais accepté de quitter leur terre malgré toutes les souffrances que les Serbes leur ont infligées, voilà qu'on les expulse aujourd'hui lorsqu'ils ne sont pas torturés avant d'être exécutés.

L'on est arrivé à un point de non retour dans les Balkans. Un fossé s'est creusé entre Serbes et Albanais qui ne pourront plus jamais cohabiter ensemble. Les Albanais ne pourront plus jamais accepter de vivre sous le joug ni même comme entité fédérale de l'État Yougoslave. L'heure de l'indépendance a sonné. Si l'Europe, les États-Unis, l'OTAN, l'ONU recherchent une paix durable et une stabilité dans les Balkans et en Europe, s'ils veulent circonscrire la catastrophe humanitaire, ils devront se résoudre à reconnaître l'indépendance du Kosovo et sa souveraineté. Il faut amener les Serbes devant le fait accompli et leur faire comprendre que leur campagne au Kosovo n'aboutira jamais ni politiquement, ni économiquement, ni ethniquement. Toute autre option renforcerait les Serbes dans leur détermination à exterminer les Albanais du Kosovo et aggraverait la catastrophe humanitaire dont sont victimes les Kosovars.

**Suleman Gjanaj**

### ÉCOLOGIE

J'aime bien quand votre journal adopte un tour un peu déluré comme « *Pic pas mon Pac* » de Jo la Scribouille (*Royaliste* n° 724). L'humour est pour moi un gage de sérieux.

J'attendais depuis déjà longtemps que vous développiez votre position à l'égard des écologistes. Je la trouvais un peu sévère et d'ailleurs c'est encore mon avis mais votre argumentation se tient. [...] Il est possible que l'écologie investisse abusivement le champ du politique et la capitulation

verte face au libéralisme dès qu'elle accède au pouvoir emboîte le pas à la formation rose. Pourtant derrière ce courant il y a des idées qu'il serait dommage et dommageable d'ignorer.

La préservation de la nature n'est pas secondaire elle est de tout premier plan, elle est question de survie et elle est question d'urgence. La critique du libéralisme n'est pas séparable de la remise en cause de la civilisation industrielle, de la technocratie, du scientisme, d'une réflexion sur la bioéthique, etc. L'écologie est une science globale et holistique et elle doit pouvoir investir la sphère politique à condition de ne pas se laisser restreindre ni récupérer.

Par ailleurs le naturalisme ne lui est pas obligatoirement lié. Je vous suis tout à fait dans votre refus du naturalisme. Nous avons à retrouver une alliance avec la nature et aussi avec Dieu et là-dessus la monarchie a beaucoup à dire et c'est ce que j'aimerais vous voir développer...

**M. G. (Mayenne)**

### ÉTONNÉ

Je ne sais qui fut à l'origine du service de votre publication *Royaliste* dont j'ai bénéficié tous ces temps derniers, mais je peux vous dire aujourd'hui que cette personne fut bien inspirée, car j'ai découvert un précieux journal grâce à elle.

Précieux, en effet, parce qu'il apporte dans un style clair et dynamique, un point de vue justement critique sur bon nombre des affaires du monde, et pose dessus une grille de lecture qui, pour être ordonnée à l'idée monarchiste, n'en convient pas moins, sur bien des points, au gaulliste de gauche que je suis. Quelques semaines de votre lecture me disent assez l'estime qu'il faut vous porter.

Pour ce qui est de *Royaliste*, de son contenu, je regrette personnellement que tout n'y soit que commentaire, compte-rendu - et souvent trop courts. Manquent des exposés de vos conceptions métapolitiques, des pages religieuses à mon sens, et une vraie, dense chronique littéraire qui fasse fi des lectures obligées des publications de la dernière heure. [...]

Vous êtes de bien curieux royalistes. C'est bien ainsi.

**H. L. (Paris)**

## Droite

# La ballade des gens heureux

**Vous croyez que la démission de Philippe Séguin n'a fait qu'ajouter des ruines aux ruines de la droite ? Erreur ! Dans les états-majors de l'opposition, elle n'a fait que des heureux.**

**S**oir après soir, nous voyons sur nos écrans les images de la peur, de la misère et de la mort. Partisans ou adversaires du bombardement de la Yougoslavie, nous sommes tous saisis par l'angoisse.

Et puis, miracle des médias, la tragédie balkanique s'efface devant une comédie bien française - légère, brillante, riche en rebondissements. Qui a trahi ? L'aime-t-il encore ? Vont-ils se retrouver à la fin des fins ? Voici Philippe Séguin, en gendre malheureux, criant qu'on le poignarde. Il claie la porte, sans prévenir personne, pas même le chef de l'État.

Motif ? Quelques uns croient que le président démissionnaire du RPR n'accepte pas l'agression militaire contre la Yougoslavie. Ce serait un acte politique majeur, mais il faut chercher plus bas : pour ne pas employer de termes psycho-médicaux, disons que Philippe Séguin est très soupe au lait. Le fils prodigue n'a pas supporté les visites de François Bayrou chez le *pater familias* de l'Élysée, ni les intrigues du petit cousin Pons. D'où sa grosse colère. Mais il paraît que le ballet des éminences de la droite le rend hilare : l'homme qui s'est tiré une balle dans le pied est heureux. Première bonne nouvelle.

Le bonheur de Philippe Séguin n'est rien comparé à celui de Nicolas Sarkozy. A lui seul, le président par intérim du RPR efface de nos

mémoires cent ans de détresse balkanique. Sa joie ruisselle, il irradie. A peine pardonné par Monsieur et Madame (Chirac) le majordome renégat est devenu sous-maire ou, en termes modernes, gérant associé. Le spadassin n'en revient pas : il n'a même pas eu besoin de sortir sa lame ! Depuis, tel un Ajaccien fidèle au Petit Caporal, il chante la *Sarkozienne* - un chant doux et âpre qu'on entend dans la plaine de Neuilly les soirs de victoire électorale.

Le bonheur de François Bayrou est plus discret. En bon démocrate-chrétien, il croit que jouer, c'est pêcher. Mais il est à son affaire depuis des semaines, et il ne voulait pas qu'on le prive de ses plaisirs quotidiens : il dirige une grande formation, l'UDF, il anime une grande campagne, et il a une grande idée - l'Europe fédérale. Peu importe que tout cela sente la naphtaline : si l'odeur gêne les autres, lui se sent tout à fait bien.

Il y a, enfin, le bonheur des jeunes et des vieux méchants lous aux dents longues, du tiercé des *Vengeurs de l'ombre*, des *Revenants de l'Outre-Monde* maastrichien. J'ai nommé Charles Pasqua, Philippe de Villiers et Marie-France Garaud. La division dans leur camp, la sale guerre à l'extérieur : de la détresse des militants, du malheur des autres peuples, ils feront merveille.

**Sylvie FERNOY**

## Purée de pois

# Sondages et opinion publique

**Ceux qui utilisent les sondages en politique ressemblent aux ménagères qui font leur marché : sur l'étal, ils prennent ce qui leur plaît.**

**A**u début de la guerre des Balkans, nos plus hauts dirigeants brandissaient les sondages comme autant de bulletins de victoire : « *les Français sont derrière nous, raison de plus pour y aller !* ». Et les opposants aux « frappes », comme les dubitatifs de tous poils, se résignaient. On ne peut rien contre la volonté populaire, n'est-ce pas ?

A ceci près que les représentants de la nation ne se sont pas exprimés par un vote pour ou contre la guerre. A ceci près que les sondages, qui sont pris pour l'expression de la vérité, donnent de curieux résultats.

Assénée par les télévisions, les premières séries de chiffres indiquaient que les Français étaient en majorité pour les « frappes ». Mais un sondage CSA publié le 19 avril infirme cette conclusion : 91 % des sondés « ne font pas confiance » à Slobodan Milosevic, mais 52 % sont pour l'arrêt des bombardements et pour l'ouverture de négociations, et 19 % adhèrent à la thèse officielle selon laquelle « il faut que l'OTAN poursuive ses bombardements et que le président Milosevic accepte ses conditions ». Commentant ces résultats, *Le Parisien* y voyait « un tournant » de l'opinion française. Mais la nouvelle n'a pas fait sensation dans les grands médias.

Un autre sondage a été passé sous silence par les télévisions. C'est celui du même institut CSA, publié par *La*

*Vie* du 22 avril : 51 % des Français (contre 41 %) jugent que les médias ne sont pas objectifs dans le conflit en cours, 45 % (contre 44) pensent qu'ils ne délivrent pas une opinion indépendante, et 48 % (contre 46 %) qu'ils n'expliquent pas clairement la situation.

Qu'en conclure ? Rien. Du moins, rien qui ne vienne contredire l'impression d'ensemble : les Français sont partagés, beaucoup sont indécis (comment ne le seraient-ils pas alors que les dirigeants improvisent de manière catastrophique) et que la crise de confiance dans les médias, effective et profonde depuis des années, n'a pas été résorbée par le « traitement » de la tragédie balkanique.

Ajoutons que la confusion des sondages confirme leur inutilité, puisqu'il ne présentent aucune garantie scientifique, et leur malfaisance, puisque les hauts responsables utilisent les sondages qui les arrangent au mépris de la démocratie parlementaire et dans l'ignorance de l'opinion publique telle qu'elle se manifeste dans les réunions politiques et dans la rue, telle qu'elle s'exprime contradictoirement dans les éditoriaux et les tribunes de presse - mais aussi dans les conversations sur le zinc.

Comme d'habitude, les dirigeants du pays prennent les Français pour des moutons. Comme d'habitude, ils auront des surprises.

**Yves LANDEVENNEC**

**royaliste**  
SOMMAIRE : p.2 : Courrier des lecteurs - p.3 : La ballade des gens heureux - Sondages et opinion publique - p.4 : ELF en lutte - Ivresse et puissance - p.5 : La guerre des pacifistes - p.6/7 : Représenter le peuple ? - p.8 : Le sage des Balkans - Les jeunes sacrifiés - p.9 : L'Europe des nations - p.10 : Figures libres - p.11 : Action royaliste - p.12 : Éditorial : Qu'ils répondent de leurs actes !  
RÉDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs,  
75001 Paris  
Téléphone : 01.42.97.42.57  
Télécopie : 01.42.96.05.53  
Dir. publication : Yvan AUMONT  
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

## Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

# ELF en lutte

Privatiser, c'est détruire des emplois et des activités. Une nouvelle preuve en est donnée par le groupe Elf qui choisit le profit plutôt que l'industrie et la recherche.

D'abord, le mépris des salariés. C'est à Londres, le 18 mars dernier, que Philippe Jaffré avait annoncé la suppression de 2 000 emplois dans l'ensemble du groupe. La principale victime de cette décision est la société Elf Exploration Production : sa direction a annoncé la suppression de 1 320 postes, à Paris et (principalement) à Pau. La nouvelle a entraîné l'occupation des bureaux de la société à la Défense, et du centre scientifique et technique Jean-Léger à Pau.

Mais aussi, le mépris de l'industrie. Ces suppressions d'emplois touchent des activités qui sont stratégiques pour le développement du groupe pétrolier. C'est par mesure d'économie qu'il est prévu de sous-traiter ces activités à des sociétés qui ne seront pas choisies en fonction de leur efficacité mais selon le moindre coût pour le groupe. D'où le mouvement de grève qui a touché la production chimique et entraîné une réduction au minimum de la production du gaz de Lacq.

A quoi s'ajoute une totale indifférence à l'égard d'une ville : Pau, toute proche du berceau d'Elf Aquitaine, et où vivent celles et ceux qui vont être privés d'emplois. Le mauvais coup porté à la ville touchera l'ensemble du département car la suppression d'un emploi chez Elf créera trois chômeurs béarnais de plus par suite des contractions d'activi-

tés. L'aéroport de Pau sera particulièrement affecté. Le motif de ces mesures de destruction programmée ? Toujours le même : la recherche de la rentabilité financière maximale. Car le groupe est prospère : même si ses profits ont diminué, Elf a réalisé en 1998 un bénéfice net de 3,54 milliards de francs. Telle est la logique des grandes entreprises privées, qui sacrifient leurs ingénieurs et leurs employés, donc leurs capacités de recherche et d'innovation, à des gains immédiats.

D'où la révolte des Palois et des Béarnais. A l'appel de l'intersyndicale d'Elf, une énorme manifestation a eu lieu dans les rues de Pau samedi 17 avril : dix mille personnes dans la rue, malgré la pluie battante, ce qui est considérable puisque le mouvement général de 1995 avait rassemblé quinze mille manifestants. Discrets au milieu de leurs concitoyens, le maire de Pau (André Labarrère) et le président du conseil général (François Bayrou) ont exprimé leur solidarité tout en avouant leur impuissance : une entreprise publique s'inscrit dans une perspective nationale et locale de développement, une entreprise privée pense mondial et veut faire de l'argent.

Les salariés d'Elf et les Béarnais sont décidés à résister à la logique libérale. La lutte sera longue. Il faut qu'elle soit exemplairement victorieuse.

Jacques BLANGY

# Ivresse et puissance

Il y a peu, des hauts responsables de l'administration Clinton étaient chahutés par des étudiants alors qu'ils tentaient d'expliquer le bien fondé des frappes aériennes sur l'Iraq. Rien de semblable aujourd'hui pour la Yougoslavie

Qui manifeste aujourd'hui aux États-Unis contre l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie ? Pas grand monde. Seul Pat Buchanan, représentant de la tendance nationale-populiste au sein de la droite américaine, milite isolément dans les colonnes des journaux contre l'engagement militaire dans le droit fil de son isolationnisme politico-économique.

Au Congrès, la minorité opposée aux frappes voit ses rangs se dégarnir jour après jour. De son côté, la gauche du parti démocrate soutient le Président à l'image de Richard Gephardt, chef de la minorité démocrate à la Chambre des Représentants.

C'est qu'aux yeux de l'opinion américaine, Milosevic ne boxe pas tout à fait dans la même catégorie que Saddam Hussein. Certes, le maître de Bagdad est réputé pour exercer une tyrannie cruelle mais celle-ci est plutôt vue outre-Atlantique comme une curiosité locale et Saddam a somme toute l'excuse pour l'Amérique d'être un produit du tiers-monde.

Il en va tout autrement pour « Sloba » qui cumule deux tares reconnues pour fondamentales dans les quartiers juifs de New York et les banlieues résidentielles du Middle West : c'est un rejeton du communisme totalitaire doublé d'un nationaliste raciste, bref un bolcho-nazi.

Cette nouvelle incarnation parfaite du mal ne peut faire que l'unanimité contre elle. Même Castro est dépassé. Et

c'est ce qui peut expliquer l'aveuglement américain dans cette crise. L'argument pseudo-moral habillé à la mode américaine est d'une telle intensité qu'il prime sur les réalités historiques et politiques.

« Si nous échouons à nous débarrasser de Milosevic, alors nous échouerons sur tout le reste » est une hypothèse qui n'est pas loin de devenir le credo de l'administration. Cette dernière a l'air de penser qu'à défaut de se saisir du Président yougoslave mort ou vif il faut au moins lui infliger une leçon dont il se souviendra, au besoin en allumant des mèches dans la poudrière des Balkans, en tirant la langue à la Russie, en embarquant toute l'Europe dans une croisade militaire incertaine et en ignorant superbement l'ONU et le Conseil de Sécurité puisque l'Amérique a décidé unilatéralement que tout cela se faisait au nom des droits de l'homme.

A partir de là, les dangers grandissent car il n'y a pas aux États-Unis d'opposition sérieuse à la guerre, le groupe de pression albanais s'active, la superpuissance ne veut pas perdre la face sur la scène planétaire dans son combat contre le démon et son commandant en chef, accusé de manque de leadership par ses adversaires républicains, doit préparer la prochaine élection présidentielle pour ses amis démocrates. Ivre de puissance, l'Amérique prend le volant un samedi soir et nous sommes assis sur le siège du mort.

François VERRAZZANE

# La guerre des pacifistes

La guerre en ex-Yougoslavie est la première qui soit menée par la génération de 1968, par ceux qui se sont opposés à la guerre du Viêt-nam, Clinton en tête, approuvés par les pacifistes allemands de la crise des euro-missiles, avec Cohn-Bendit.

La guerre du Golfe fut menée par les vétérans de la seconde guerre mondiale. Les références à celle-ci abondent dans les mémoires de George Bush (1). Madeleine Albright est certes la fille du dernier ex-ambassadeur de l'ex-Tchécoslovaquie en ex-Yougoslavie, « petite fille de Munich » (2), mais elle n'exerce pas le rôle dominant dans la conduite de la crise du Kosovo. Clinton y a fait référence mais c'est plutôt ce qu'il oublie qui le révèle : son refus de servir au Viêt-nam. La stratégie de bombardements aériens de préférence à un engagement terrestre est directement inspirée de la leçon du Viêt-nam. Nul n'ignore certes que cette stratégie fut un échec. Mais l'alternative, l'engagement terrestre préalable, est catégoriquement rejetée par le vice-président Al Gore - qui, lui, alla au Viêt-nam mais comme journaliste militaire. Candidat démocrate à l'élection de l'an 2000, Al Gore porterait seul la responsabilité de cet engagement devant le peuple américain. Il joue donc un rôle décisif dans les choix de la Maison Blanche contrairement à l'habituel effacement du vice-président, à l'exception mémorable - car elle est responsable du chaos vietnamien - de Lyndon Johnson qui succéda à Kennedy assassiné.

La thèse inverse, la guerre au sol, est défendue par un sénateur républicain de l'Arizona

(l'État de l'adversaire de Johnson en 1964, le sénateur Goldwater), Mc Clain, qui fut un héros de la guerre du Viêt-nam. Avant de décider de la meilleure stratégie, ne faudrait-il pas d'abord s'interroger sur les fins poursuivies ? La guerre du Viêt-nam a été mal conduite selon la théorie de l'escalade (pudiquement appelée riposte graduée) qui fut inventée à cette occasion. Le général de Gaulle rejetait cette théorie et il désapprouvait le principe même de cette guerre. Il le dit à Phnom Penh en 1966 et il en avait tiré argument pour se retirer la même année de l'organisation intégrée du traité de l'Atlantique-nord : il ne voulait pas que la France fut entraînée dans une guerre qu'elle n'aurait pas voulue. Il ne mésestimait pas le risque de troisième guerre mondiale, qu'on ne saurait jamais exclure - y compris dans la mémoire d'un Eltsine - du moins pensait-il que le climat de tension internationale qu'elle entretenait était un facteur d'immobilisme dans la division de l'Europe.

Issue de la guerre du Viêt-nam, la vague de pacifisme née sur le campus de Berkeley déferla sur l'Europe occidentale, Oxford où s'était réfugié Clinton et où étudiait Blair, Nanterre où Cohn-Bendit fut porté par la vague qui finalement eut raison du général de Gaulle il y a tout juste trente ans (27 avril 1969), les campus allemands où le futur

ministre des Affaires étrangères, Joscha Fischer, et ses amis « verts » scandaient : « plutôt rouges que morts », sans oublier l'actuel secrétaire général de l'OTAN, l'espagnol Javier Solana, qui bâtit sa carrière politique sur l'hostilité aux bases américaines sous Franco et défila contre l'adhésion de son pays à l'Alliance (3).

Blair se félicite aujourd'hui que ce soit cette génération-là, celle de 1968, née après la seconde guerre mondiale, une génération « progressiste », celle de la « troisième voie », qui soit aujourd'hui au pouvoir pour mener cette guerre, qui doit être la dernière du XX<sup>e</sup> siècle. Mais, au fond, n'est-ce pas le même idéalisme quasi religieux, voire millénariste, qui la motive comme celui que l'on reprochait à ceux qui, avec Kennedy, s'étaient lancés, « la fleur au fusil », dans le maréage vietnamien, sur la foi d'une théorie « intelligente » de l'escalade due à l'élite universitaire rassemblée par le secrétaire à la Défense Mac Namara, une escalade « à l'assaut de la raison » selon l'expression de Pierre Boutang ?

Pour la première fois en trente ans, cette génération qui n'a jamais connu la guerre est confrontée au tragique de l'Histoire. Elle n'en a aucune expérience, ni aucune idée. Elle ne semble même pas avoir conscience des enjeux. Elle improvise.

Yves LA MARCK

- (1) « A la Maison Blanche : quatre ans pour changer le monde » - Odile Jacob - prix franco : 189 F.
- (2) Voir *Royaliste* n° 680.
- (3) *Le Monde* du 14 avril 1999, « Javier Solana, Un pacifiste en guerre ».

♦ **IRAN (1)** - Sur la foi d'une dépêche de l'agence Reuter (datée du 26 février) nous avons écrit (*Royaliste* n° 724) que des monarchistes avaient pu participer à la campagne électorale pour les élections municipales. Le Dr Mehrdad Khonsari, dirigeant le Mouvement Constitutionnaliste d'Iran, nous affirme le contraire : « dans l'Iran actuel, les monarchistes constitutionnels n'ont pas l'autorisation d'agir librement ni de participer au processus électoral ». Dans un article paru dans *International Herald Tribune*, il ajoute même que l'autorisation pour les partisans de la monarchie constitutionnelle de retourner en Iran et de participer librement à la vie politique serait un test qui permettrait de croire aux affirmations concernant la tolérance et le libéralisme du président Mohammad Khatami.

♦ **IRAN (2)** - Autre épisode de la guerre entre « libéraux » et « intégristes » à Téhéran : le journal *Zan* a été fermé pour avoir publié un message de vœux de l'impératrice Farah Diba à l'occasion du Nouvel an iranien (21 mars). Sa directrice Mme Faezeh Hachémi, fille de l'ancien président Rafsandjani, va être traduite devant la justice révolutionnaire pour « acte contre-révolutionnaire et de propagande en faveur de la monarchie ».

♦ **MONTÉNÉGR** - Dans un entretien au *Figaro*, le prince Nicolas Petrovitch-Niégoch de Monténégro condamne les frappes de l'OTAN et il ajoute : « Pour nous qui sommes pris en otages sur ce ring nous ne pouvons pas dire : que le meilleur gagne ! Nous pouvons tout juste espérer que le pire ne l'emporte pas. La seule perspective positive serait la restauration d'une société démocratique et le retour progressif des réfugiés. Cela prendra du temps, encore faut-il arrêter au plus vite l'engrenage de la violence ».

♦ **BHOUTAN** - Le petit royaume bouddhiste de l'Himalaya s'apprete à célébrer le vingt-cinquième anniversaire du couronnement de S.M. Jigme Singye Wangchuck le 2 juin prochain. Le roi, âgé de quarante-quatre ans, est le quatrième Druk Gyalpo (roi-dragon) de la dynastie qui a instauré la monarchie en 1907. Parallèlement aux célébrations officielles, le comité d'organisation a proposé trois jours de vacances durant lesquels les festivités seront laissées à l'initiative populaire. Les vingt-cinq ans de règne du monarque ont été caractérisés par une ouverture à la modernité dans le respect des traditions ancestrales ainsi que par une volonté d'émancipation progressive de la tutelle indienne.

♦ **MAROC** - Le roi Hassan II du Maroc avait délégué deux de ses enfants, la princesse Lalla Meryem, sa fille aînée, et le prince héritier Sidi Mohamed, pour inaugurer à Paris les premières manifestations culturelles qui vont se dérouler tout au long de l'année dans le cadre du « Temps du Maroc » dont le commissaire général est Frédéric Mitterrand.

# Représenter le peuple ?

**L**a crise de la représentation politique qui se traduit par la montée de l'abstention, par le vote en faveur de partis non institutionnels, tient au fait que les électeurs ne se sentent pas adéquatement représentés par les forces politiques existantes. Le malaise paraît récent, et accidentel. Directeur d'études à l'E.H.E.S.S., auteur de plusieurs ouvrages sur la représentation politique, Pierre Rosanvallon nous explique qu'il a au contraire des causes lointaines et profondes.

■ **Royaliste** : La crise de la représentation politique est-elle un phénomène contemporain ?

**Pierre Rosanvallon** : Non. C'est un problème qui naît en même temps que la démocratie, car il y a une contradiction entre le principe politique de la démocratie et la réalité sociale. D'une part, on affirme qu'il y a un sujet politique qui devient le nouveau souverain : au moment de la Révolution française, il y a eu translation de la souveraineté, qui passe de la tête du roi au corps de la nation. D'autre part, la société nouvelle ne fait pas exister de peuple concret, charnellement visible. Dans une société d'ordres, celle de l'Ancien régime, la réalité sociale du peuple se donne immédiatement à lire parce que la société et les institutions se recoupaient. Dès lors, il est facile de représenter la réalité sociale par les corporations de marchands, par les métiers, par les assemblées provinciales. On peut donc reproduire en miniature la société, et tel est bien le propre des États Généraux : les juristes disent qu'ils sont l'épitomé *regni*, le résumé de la société.

■ **Royaliste** : Mais, en 1789, la société ne veut plus être résumée ainsi...

**Pierre Rosanvallon** : Ce type de représentation est radicalement détruit par la Révolution française, qui met en

place une société d'individus. Comment, en effet, donner une figure collective à cette société individualiste qu'on déclare être le nouveau souverain ?

Pour représenter des individus qui sont très différents, il faut les représenter dans leur abstraction. D'où le principe fondamental des sociétés démocratiques : plus elles veulent l'égalité, plus elles « abstraient » le social. Il y a donc un mouvement de construction d'une société fictive, qui est au fondement même des démocraties. La fonction du droit c'est d'abstraire le social, non seulement pour le penser, mais pour mettre en œuvre l'égalité entre les individus. Et pourtant, il faut donner corps et consistance au peuple. Pendant la Révolution, cela paraît simple : dans l'action, le peuple existe de manière évidente. Quand on voit une manifestation, c'est tout simplement cette masse active. Mais où est le peuple quand on n'est pas dans la chaleur de l'événement, quand la société est au repos ? Le problème de la représentation du peuple devient alors crucial.

■ **Royaliste** : C'est au XIX<sup>e</sup> siècle que se mène la réflexion fondamentale...

**Pierre Rosanvallon** : En France, le problème a été superbement posé par deux auteurs en 1848. Pour Michelet, le travail de l'historien consiste à doter la société

d'une mémoire, d'une personnalité, à la constituer autour d'une personnalité fictive, mais vivante. La grande idée de Michelet, c'est de faire de la société une fiction vivante, qui permettra à chaque individu de se reconnaître dans l'histoire commune. Il faut que le peuple global devienne une personne qui, à travers des récits, des emblèmes, puisse prendre charnellement corps.

Proudhon pose autrement le problème. Selon lui, la démocratie correspond à une mystique mais pas à une sociologie : c'est une mystique, parce qu'on n'a jamais vu le peuple. Il faut donc faire une œuvre de sociologue, en essayant de découvrir dans le fonctionnement réel de la société - ses groupes, ses classes - afin de retrouver une possibilité de décrire la société dans ses différences.

Avec Michelet et Proudhon, nous avons les deux grands programmes de la société moderne : illustrer une personification générale à travers l'œuvre de mémoire et la projection dans les symboles et dans les grandes figures ; essayer de trouver derrière l'artificialité apparente une naturalité cachée - et ce sera la grande œuvre de la sociologie.

La sociologie est liée à la naissance de la démocratie parce qu'elle essaie de retrouver derrière une société flottante d'individus éparpillés des structures qui permettront de

faire vivre politiquement la société. C'est pourquoi on cherche, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, à trouver le moyen de représenter la diversité sociale : faut-il une représentation territoriale ? professionnelle ? C'est une interrogation permanente, qui commence en 1848 et qui se prolonge jusqu'à nos jours. Le général de Gaulle connaissait toute la littérature du début du siècle sur la question de la représentation sociale - et il s'en souviendra lorsqu'il proposera la transformation du Sénat en assemblée professionnelle. De même, l'histoire du Conseil Économique et Social s'inscrit dans cette histoire longue de la figuration.

■ **Royaliste** : Or, cette figuration est en elle-même problématique...



**Pierre Rosanvallon** : En effet. Une sociologie peut être imparfaite, alors qu'une représentation doit être parfaite. En effet, en régime démocratique, la voix de chacun compte, donc l'avis de chacun importe, et personne ne doit être oublié. Or le grand problème de la sociologie, c'est qu'elle a toujours laissé des « restes » dans la société : le premier recensement, en 1896, qui tente de saisir toute la société, dans ses métiers etc., laisse de côté des populations « non classées », soit 10 % de l'ensemble des Français.

Comment représenter ces exclus ? La sociologie ne pouvait donc pas servir de base à la représentation, car dans un système démocratique on ne représente pas les « restes ».

■ **Royaliste** : D'où une nouvelle solution...

**Pierre Rosanvallon** : Elle est apparue à la fin du siècle dernier : faute de pouvoir représenter des individus, ou des catégories sociales, on a trouvé une nouvelle forme d'identification que nous connaissons bien : le parti politique, qui constitue une identité intermédiaire, entre l'univers individuel et l'univers social. Les partis ont été des agents de gestion de la masse : c'est une interface entre le pouvoir et les électeurs. Telle est la thèse classique. Mais il faut voir aussi le parti politique comme le représentant d'une identité, qui est à cheval entre l'univers individualiste des opinions et l'univers sociologique. J'aurais aimé très bien vu cela.

C'est ainsi qu'est née la démocratie des partis : le vote n'est pas simplement un producteur d'opinions, c'est une manifestation de l'identité. C'est ce qui explique que la carte électorale de la France n'ait guère bougé entre 1849 et 1978.

L'histoire de la démocratie, c'est l'histoire des tentatives par lesquelles on réussit à surmonter l'écart entre le principe politique de la souveraineté du peuple et la réalité sociologique. Cette histoire est donc celle des partis politiques, mais le système qu'ils ont formé a beaucoup moins bien fonctionné en France qu'ailleurs parce que nos par-

tis ont été beaucoup plus découplés de leur base sociologique que dans d'autres pays. Par exemple, partout dans le monde, l'histoire des partis socialistes est une histoire sociologique - celle de la mise en forme politique de l'expression de certains groupes sociaux - alors que dans notre pays l'histoire du socialisme français est séparée de celle de la classe ouvrière.

■ **Royaliste** : Comment a-t-on compensé en France les insuffisances du système des partis ?

**Pierre Rosanvallon** : On a développé une administration consultative, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec l'Office du Travail puis le Conseil supérieur du Travail - et beaucoup plus tard le Commissariat au Plan qui fonctionnait comme un quasi-parlement social. Ainsi, on introduit de la représentation - syndicale, associative - à l'intérieur de l'administration.

Par ailleurs, on a mis en place des dispositifs qui permettent à la société de se voir comme dans un miroir : dès la Restauration, apparaissent des publications qui tentent de décrire la société. C'est aussi une des fonctions du roman - pensez à Balzac. N'oublions pas la publication des statistiques - y compris dans les journaux populaires qui en étaient très friands.

Et puis il y a ce que Paul Ricoeur appelle les identités narratives : dans les milieux populaires, la poésie et la littérature ouvrière ont joué un rôle très important. Eugène Sue parlait de la « représentation poétique » des ouvriers, comme préalable à leur représentation politique.

Enfin, la question du parlementarisme social est posée tout au long de notre siècle : on a oublié que Pierre Mendès-France avait pour première proposition en 1962 de remplacer le Sénat par une assemblée représentative des intérêts économiques et sociaux.

■ **Royaliste** : Comment s'explique le malaise actuel ?

**Pierre Rosanvallon** : Nous avons assisté à partir de la fin des années soixante-dix à une érosion de cette démocratie d'équilibre, pour des raisons

qui tiennent au déclin des partis et des corps intermédiaires. Et ce déclin provient de la transformation de la société française, sous l'effet du changement du mode de production capitaliste.

Le modèle fordiste saisissait les travailleurs avec leur force de travail, il utilisait chaque personne dans sa généralité : on prend des personnes différentes, petits et grands, Français et immigrés, et on en fait de la force qui travaille de la même manière sur une chaîne. Les individus sont donc considérés comme des entités abstraites, mais en même temps ils sont produits comme groupe social - la classe ouvrière.

Le capitalisme moderne utilise au contraire les particularités des individus car les systèmes modernes fonctionnent selon le principe des « appareillages sélectifs » : les systèmes productifs très complexes exigent des éléments parfaitement appareillés. On recherche donc à connaître les particularités de chacun pour constituer une équipe aussi efficace que possible. Dans ce nouveau mode de production, comme le montre Michel Aglietta, il y a une diffraction de toutes les différences à l'intérieur de chaque catégorie. Ce qui provoque la crise des organisations politiques et syndicales, et le développement du populisme qui tente de faire renaître, de façon pathologique et perverse, des peuples imaginaires : c'est le peuple-exclusion qui croit qu'en enlevant les corps étrangers la société redeviendra parfaitement lisible ; il y a aussi le peuple-émotion des grands événements sportifs, et le peuple qui s'exprimerait adéquatement sous des formes communautaires, présupposant que la société est constituée de groupes clos et homogènes.

Ce sont là des voies illusoire. Il nous faut comprendre que le travail politique doit produire une société qui n'existe pas d'elle-même : ce n'est ni une donnée de la nature, ni un produit de l'économie.

Propos recueillis par B. La Richardais

Pierre Rosanvallon, *Le Peuple introuvable, histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, 374 p., prix franco : 165 F.

## Le sage des Balkans

Premier président élu après la chute du communisme, Jeliou Jeleu montre le rôle majeur que son pays joue et jouera dans les Balkans et dans la construction de la Grande Europe.

**F**rancophile et francophone, la Bulgarie est méconnue par les Français. Ils l'avaient oubliée du temps de la guerre froide, car cette nation liée à la Russie par la culture et l'histoire fut une élève modèle du camp socialiste. En 1989, elle se libéra de la dictature communiste de manière rapide et peu spectaculaire et elle tente depuis dix ans, au travers de crises politiques compliquées, de se retrouver elle-même tout en affirmant son rôle dans la politique européenne.

Dans cette nouvelle période historique, Jeliou Jeleu a joué un rôle décisif. Intellectuel reconnu, il fut l'âme du mouvement démocratique de libération et fut élu président de la République en 1992 - fonction qu'il occupa jusqu'en 1997 avec intelligence et sagesse. Deux qualités qui se sont tout particulièrement manifestées dans le domaine de la politique étrangère bulgare, à laquelle Jeliou Jeleu consacre un ouvrage (1) qui, au-delà des spécialistes, deviendra indispensable à tous ceux qui veulent comprendre les questions balkaniques.

Mais avant de parvenir au cœur du sujet, le lecteur apprendra comment une nation asservie et paralysée par une implacable dictature parvint à retrouver sa place dans la politique européenne - en nouant des relations avec la Communauté européenne et

avec la nouvelle Russie, en prenant sa place dans la communauté des pays francophones. Ceci à l'initiative de François Mitterrand, qui éprouvait une vive amitié pour le peuple bulgare et pour son président. L'attitude de la Bulgarie lors du putsch de Moscou et la rencontre entre Jeliou Jeleu et Jean-Paul II, qui évoqua à cette occasion l'attentat dont il fut victime, figurent parmi les pages les plus fortes du livre.

Bien entendu, c'est le point de vue bulgare sur les questions balkaniques qui retient tout particulièrement l'attention. La Bulgarie occupe une position géopolitique décisive, et le président Jeleu souligne avec raison le rôle apaisant que cette très vieille nation a joué lorsque la Yougoslavie socialiste s'est disloquée. Les pages qui concernent la reconnaissance de la République de Macédoine illustrent de manière précise la complexité des relations entre des États qui ne s'entendent même pas sur les mots et les concepts qui permettraient de définir leur identité et d'établir solidement leurs relations diplomatiques. En exposant sans détours ces difficultés, le président Jeleu permet de les affronter de manière positive.

Maria DA SILVA

(1) Jeliou Jeleu - « Bulgarie Terre d'Europe - La politique étrangère de la Bulgarie postcommuniste », préface d'Alain Lamassoure - Éditions Frison-Roche, 1998 - prix franco : 140 F.

## Les jeunes sacrifiés

Les personnes nées la même année doivent affronter une même réalité économique et sociale qui influera sur leur vie entière. Une commune destinée dévoilée par le sociologue Louis Chauvel.

**C'**est un lieu commun de dire que la société française est en crise ; ceux qui sont nés au début des années soixante-dix n'ont pas entendu autre chose et la grande majorité ont appréhendé leur entrée sur le marché du travail avec l'angoisse du chômage. Pourtant, la société n'est pas en crise pour tout le monde, et les inégalités dans ce domaine tiennent tout autant de l'âge que de la classe sociale.

Le livre de Louis Chauvel, le premier, met en évidence les destinées professionnelles et sociales des personnes suivant leur année de naissance. Ceux qui sont nés (les « cohortes ») au tournant du XX<sup>e</sup> siècle ont constitué la génération « sacrifiée » qui a connu la Première guerre mondiale, la crise de l'entre-deux-guerres dans sa jeunesse et est partie en retraite en ayant très peu cotisé pendant la vie active : sa vieillesse n'a donc pas profité du début des Trente glorieuses. Ses enfants, nés entre les années 20 et 50, sont ceux qui ont le plus profité de la formidable croissance de l'après-guerre, avec un avantage supplémentaire pour les *baby-boomers* qui ont bénéficié de l'allongement des durées des études et sont arrivés sur le marché à un moment où l'ascension sociale était aisée, les salaires élevés.

Leur carrière, commencée sous les meilleurs auspices, se poursuit encore favorablement alors même que la crise a surgi : celle-ci n'a touché que les plus jeunes (les cohortes d'après 1950) qui ont dû faire

face à la dévalorisation sociale des diplômes (car plus répandus), à une moindre création d'emplois de niveau supérieur, et à leurs aînés qui occupaient en grand nombre les postes disponibles. Louis Chauvel montre qu'une carrière « mal » débutée a peu de chance d'être rattrapée par la suite : tout se joue à l'âge de l'entrée dans la vie active. Celle-ci peut donc dépendre de la conjoncture économique sur une année ou deux.

La société des « Trente piteuses » (Nicolas Baverez), contrairement à la précédente, favorise les vieux : en termes économiques, le capital a plus de valeur que le travail. Louis Chauvel a mis en évidence la moindre qualité de vie des cohortes nées après 1950 par rapport à leurs aînés en s'appuyant sur des statistiques nouvelles concernant le taux de suicide, la surface du logement ou l'achat d'une automobile. Pour la première fois, la génération suivante n'a pas naturellement un meilleur niveau de vie que la précédente : la société française va devoir faire face à une série inédite de déclassements.

Il ne s'agit pas de monter les générations les unes contre les autres, ni de minimiser les différences de « strates » sociales à l'intérieur d'une même génération, mais de donner de nouveaux outils de lecture de la société pour mieux faire les choix économiques et sociaux.

Véronique HALLEREAU

Louis Chauvel - « Le destin des générations, structure sociale et cohortes en France au XX<sup>e</sup> siècle » - PUF - prix franco : 149 F.

## L'Europe des nations

**A**nne-Marie Thiesse, au terme d'une étude fort pertinente sur « La création des identités nationales », déclare sa foi européenne en invoquant une citation d'Ernest Renan : « Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera ». La formulation ne me paraît ni claire, ni déterminante. Si confédération il y a demain, cela signifie

que les nations seront là, bel et bien, ayant certes uni leurs destins, mais persistant dans l'être. Pour ne plus exister, il faudrait qu'elles fusionnent, ne fassent plus qu'une nation, dont à l'extrême rigueur elles constitueraient les régions. Mais cette hypothèse même est problématique, comme l'atteste la dislocation de fédérations comme l'Union soviétique et la Yougoslavie. Le drame actuel des Balkans montre la difficulté d'unir les peuples divers, pourtant habitués à vivre sur un territoire commun. En définitive, c'est bien la force du vivre ensemble qui fait le miracle et la solidité d'une nation, et ce qui est le produit de l'histoire et d'une cohérente volonté politique dans la durée ne se défait, ni ne se remplace aisément.

Je crains qu'Anne-Marie Thiesse n'ait été trompée sur le fond de cette question politique déterminante par l'objet de sa recherche. Les identités nationales, nous dit-elle, ne sont pas inscrites de façon immémoriale dans l'histoire. En ce qui concerne l'Europe, nous les voyons naître à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à ce moment où les peuples prennent leur destin en main et s'inventent en quelque sorte une origine afin de pouvoir imaginer un destin. Ne lésinons pas sur l'importance de ce moment identitaire qui coïncide *grossa modo* avec la période du romantisme et se traduit dans les événements par l'essor des nationalités. Là-dessus Anne-Marie Thiesse m'a beaucoup appris et sa quête à travers toute l'Europe de l'équivalent de ce qui s'est passé en Angleterre avec le mythe d'Ossian est passionnante.

Partout, on voit des tentatives équivalentes de retrouver ce qui serait pour un peuple l'analogie d'une épopée fondatrice comme *L'Iliade*. La fortune prodigieuse de James Macpherson inventeur du mythe d'Ossian qui sera pris à la lettre par toute l'Europe romantique, de Goethe à Victor Hugo, s'explique par le prestige du fond des âges et la valeur évocatrice et émotive d'une oeuvre « qui court pieusement de bouche en bouche, d'âme en âme ». N'est-ce pas à partir d'Ossian, cet aède fabuleux, que Johann Gottfried Herder concevra l'âme allemande sur le modèle d'un *Volksgeist*, d'un génie populaire originel qui donne à une nation sa vocation, à partir du culte de sa différence d'avec les autres et de son caractère unique et irremplaçable ? Le génie tient tout entier à la langue qui est « expression vivante, organique, de l'esprit d'un peuple, la somme de l'action efficace de toutes les âmes humaines qui l'ont constituée au fil des siècles ».

C'est bien pourquoi tous les peuples voudront s'approprier

par Gérard Leclerc



vraiment leurs langues, lorsqu'ils aspireront à l'existence qui ne leur est pas encore acquise. C'est notamment le cas de la Norvège, qui a acquis curieusement sa souveraineté politique en 1814 alors qu'elle n'a pas le statut d'un État, « ni les moyens pour l'obtenir ». Parmi ces moyens, la langue. Les élites norvégiennes parlent le danois, langue de l'ancien maître, danois qui n'est même pas la langue de la cour de Copenhague qui parle allemand. Plutôt que de choisir le riksmål qui est parlé dans la capitale, et qui est un mélange dano-norvégien, on préférera revenir aux parlers paysans, et ainsi à une nouvelle langue inventée à partir d'expressions populaires et régionales typiquement norvégiennes... Il en ira de même pour la Serbie. C'est Karadzic qui se vouera à la création d'une langue de communication et de culture pour tous les Slaves du Sud, à partir du dialecte stokavien, alors que la langue écrite des érudits était un mélange de vieux slave et de russe, transcrit dans une orthographe héritée du slavon ecclésiastique.

Que conclure de tout cela, sinon que les identités nationales se sont inventées à partir d'un travail qui prétend renouer avec le passé le plus primitif, celui qui plonge sans doute dans l'âge des dieux et celui des héros, mais est d'abord le résultat d'une fiction. Puisqu'à l'évidence la reconstitution des épopées primitives est le plus souvent arbitraire, surtout lorsqu'elle est talentueuse. Les identités si importantes, mais par ailleurs si ambiguës, seraient donc le fait d'un bricolage intellectuel et linguistique ? Il faut noter cependant que ce bricolage n'a pas partout la même importance symbolique et politique et qu'il peut même faire fiasco comme c'est le cas en France. Car nous aurions pu aussi avoir notre Ossian, et d'ailleurs nous l'avons eu avec le *Barzaz Breiz*, collecté et inventé par Théodore Hersart de La Villemarqué, ce Breton du Finistère qui voulut donner à la France l'équivalent des recueils de chants anciens des autres peuples d'Europe. Mais la magie ne se produira pas, faute que le *Barzaz Breiz* ait pu être considéré comme un des monuments fondateurs de la nation.

N'est-ce pas parce que la France avait été constituée comme nation, bien avant que ne se lève l'essor romantique des nationalités ? Il en va de même pour l'Angleterre et l'Espagne. En revanche, l'unité politique de l'Allemagne et de l'Italie est bien liée au moment nationalitaire et romantique. De là des problèmes spécifiques de ces nations et singulièrement de la première, qui a toujours éprouvé le plus grand mal à faire coïncider la nation, conçue comme le *Volks* germanique avec les limites d'un État. Sans doute, les plus vieilles nations européennes ont-elles participé - c'est le cas aussi de la Russie - à ce moment romantique où les peuples tentent de s'approprier un passé. C'est le passage obligé de la démocratie, où la citoyenneté s'approprie aussi la nation et doit pour cela participer à l'imaginaire d'un passé vécu ensemble. Mais on aurait bien tort de sous-estimer la cohérence d'une nation, bien antérieure à cet âge romantique et nationalitaire. Toutes les nations n'ont pas la même solidité. Et le nationalisme identitaire est d'autant plus dangereux et déstabilisateur qu'il manque du socle d'une vraie nation qui est encore à construire.

Il serait illusoire de croire que l'Europe mettra fin aux difficultés actuelles. Si elle n'avait pas la sagesse de respecter les nations qui la constituent, elle pourra même constituer un facteur aggravant de déstabilisation nationale et ethnique. Vouloir faire une nation unique au prix de la dissolution des nations antérieures, ce serait donner le branle à une explosion identitaire qui du Pays basque à la Pannonie pourrait donner du souci aux générations futures.

■ Anne-Marie Thiesse - « La création des identités nationales » - Seuil, prix franco : 140 F.

## PARUTIONS

♦ **LES DEMOISELLES DE ST CYR** - Le tricentenaire de la mort de Jean Racine a été l'occasion de mettre en valeur, par une exposition, le très riche patrimoine de Saint Cyr (Yvelines). Avant d'être la célèbre école militaire, la Maison royale d'éducation de Saint Cyr était destinée aux filles sans fortune d'officiers ayant sacrifié leur vie au service du Roi. Elles y recevaient une éducation complète aux frais de l'État. Cette exposition est accompagnée de la parution d'un superbe livre-album qui fait aussi office de catalogue. On y trouvera, outre un important historique, une étude sur le système éducatif pratiqué, une évocation de Mme de Maintenon et de Racine dont les noms sont inséparables de l'institution et, en annexe, les listes des 3200 pensionnaires qui y furent accueillies. Le tout est enrichi de plus de deux cent illustrations.

J.-J. Milhiet (dir.) - « *Les demoiselles de Saint Cyr* » - Éd. Somogy, 336 p. format 25 x 28 cm - prix franco : 318 F.

♦ **PIERRE BOUTANG** - Vient de paraître, aux éditions F.X. de Guibert, en une petite plaquette, un « *Hommage à Pierre Boutang* » rédigé par Antoine-Joseph Assaf. (prix franco : 60 F).

♦ **PARIS INSOLITE** - Parisien par toutes ses fibres, explorateur des lieux bizarres, passionné par les marginaux de toute espèce, Christophe Bourseiller nous livre le fruit de ses pérégrinations dans un petit Guide où arrondissement par arrondissement il nous fait découvrir restaurants, musées, boutiques, librairies, disquaires qui n'ont de commun que de sortir de l'ordinaire. Un guide pas comme les autres, mais à ne pas laisser entre toutes les mains...

Christophe Bourseiller - « *Guide de l'Autre Paris* » - Bartillat - prix franco : 99 F.

### Errata

Le docteur G.M. de Marseille nous signale deux erreurs qui se sont glissées dans l'article consacré au Maréchal Leclerc paru dans *Royaliste* n° 725. D'une part l'accident d'avion qui a causé sa mort a eu lieu le 28 novembre 1947 et non « en juillet 1946 ». D'autre part nous parlions des « *trois maréchaux issus de la Libération* » (Juin, de Lattre et Leclerc), or, comme les mousquetaires, ils étaient quatre : nous avions oublié le général Koenig, décédé en 1970, mais élevé à titre posthume à la dignité de Maréchal quatorze ans après, en 1984. Nos excuses aux lecteurs et nos remerciements au docteur M. pour sa vigilance.

## O tempora

# Figures libres

**Les « hussards » ne furent pas une école, à peine une sensibilité commune, mais un enthousiasme contagieux Epour une libre littérature.**

**E**n 1954, Roger Nimier demandait à Christian Millau de raconter les figures contemporaines du monde littéraire. Quarante-cinq ans plus tard, Christian Millau remplit enfin son contrat.

« *Au galop des Hussards* » est sans doute un livre de souvenirs, ponctué de portraits et d'anecdotes, le récit d'une époque - les années 50 -, une ode à la littérature aussi ; il est avant tout un hommage à l'amitié. Non pas cette amitié poisseuse et vantarde qui sombre si vite dans l'hagiographie bêtante, mais l'amitié vraie, pudique, où la tendresse ne se fait pas complaisance, où les faiblesses sont dites parce qu'il n'est pas de vie sans faiblesse et que l'amitié est matière vivante.

François Mauriac disait à Roger Nimier : « *Vous êtes le seul de votre génération. C'est vous qui délivrez la littérature de l'engagement qui l'étouffe* ». L'engagement était la grande affaire de ce triste après-guerre où les communistes et leurs amis prétendaient à la dictature intellectuelle et morale. Sartre l'avait théorisé, en en faisant une ardente obligation pour tous ceux qui prétendaient écrire. Les « progressistes » s'instituaient en un nouveau Saint-Office, maître de tous les imprimatur, chargé de dire le bien et le mal au nom de la nouvelle vérité révélée et dans la contemplation béate du Petit Père des Peuples. En bref, l'engagement, c'était la soumission de la littérature à l'idéologie.

Contre cette soumission, les « hussards » - le nom leur fut donné comme un sobriquet - proclamèrent l'absolue liberté de la littérature. S'ils n'étaient pas toujours amis, ces jeunes gens partageaient une même aversion pour l'embrigadement partisan. A droite sans doute, ils ne confondaient pas cependant roman et thèse, récit et théorie. Ils manquaient aussi de cet esprit de sérieux, cette lourdeur ennuyeuse, que l'on prenait pour de la profondeur du côté des *Temps modernes*. Imagine-t-on Simone de Beauvoir adresser, au lendemain de la mort de Gide, ce télégramme à Mauriac : « *Enter n'existe pas. Stop. Tu peux te dissiper. Stop. Préviens Claudel. Signé : Gide* » ! Christian Millau évoque, avec un juste dégoût finement souligné d'ironie, ce temps où sourire était « bourgeois » et rire réactionnaire.

Jeune journaliste, Christian Millau rallia cette bannière et, en fidèle, visita ceux que Roger Nimier lui désignait. De ces pérégrinations chez les glorieux aînés, il ramena une formidable galerie de portraits qu'il nous convie aujourd'hui à visiter. D'un coup de pinceau adroit, il pose les caractères, souligne les petites manies, ne masque pas les gros défauts, mais sait exalter les grandes qualités. On croise un Jacques Chardonne provincial qui veut jouer les marieurs, un Marcel Aymé silencieux qui se félicite d'une conversation, un Paul Léautaud ricaner qui se complaît dans son débarras, un Céline éternel médecin, éternel coléri-

que. Paul Morand, affublé de sa « calamiteuse » Hélène, apparaît assez faible, presque lâche, quand Blaise Cendrars est, lui, d'une générosité princière. Et on pourrait poursuivre l'énumération... Juste dirons-nous encore un mot du portrait d'Antoine Blondin : sensible, pudique, vrai, effleurant le drame intime qui fit la qualité de l'oeuvre et la chute de l'homme, il est le meilleur hommage que l'on puisse rendre à ce grand écrivain.

Tout se termine avec la mort de Nimier. Tout s'était déjà obscurci avec la guerre d'Algérie, les hussards succombant à leur tour aux sirènes de l'engagement. Le monde littéraire entraînait aussi dans un nouveau cycle, dont le succès de Françoise Sagan avait été le signe annonciateur : le moment où le personnage compte plus que l'oeuvre, où l'image prime sur le fond. La mort de Nimier participa aussi de ce nouveau temps : on oublia les livres de l'écrivain et on fit de l'accident l'icône obscène d'une école qui n'avait jamais existé. Enfin, un ami s'est dressé contre cette légende nécrophile, toute gluante de signes annonciateurs et autres fariboles vulgaires, pour dire la tragique banalité de l'accident.

Talentueux, nostalgique bien sûr, Christian Millau efface le mauvais vernis des légendes et retrouve les couleurs subtiles, variées, de la vie. Il témoigne pour la vérité de l'amitié.

**Patrick PIERRAN**

Christian Millau - « *Au Galop des Hussards* » - Éditions de Fallois, 382 p. - prix franco : 131 F.

**Participez à la souscription !**

## T'as pas cent balles ?

**L'urgence de l'appel à l'aide que je lançais il y a quinze jours n'a apparemment pas été perçu par nos lecteurs puisque, pour l'instant très peu d'entre-eux ont réagi. Je le renouvelle donc en soulignant son caractère vital.**

Avec le retour du printemps, reviens pour nous le temps des bilans. Celui de l'année écoulée nous est connu, celui de l'année en cours en est au stade des prévisions. Et c'est à ce moment que nous pouvons chiffrer le montant de nos besoins vitaux...

Chiffrer ses besoins est une chose, remplir la caisse pour les satisfaire en est une autre. Et c'est pour cela que je vais maintenant vous parler d'argent. En effet, comme tous les ans à la même époque, il me revient la tâche pénible de sortir ma sébile et de commencer ma quête, de « faire le demi-crucifix » - puisqu'il suffit de ne tendre qu'un bras - comme l'on disait jadis.

Cette année, comme l'année dernière, nos besoins impératifs se montent à 50 000 F et nous avons deux mois

pour les réunir. C'est une somme à la fois importante et dérisoire... Importante car, je le sais bien, beaucoup de nos amis sont dans des situations difficiles et ont des revenus bien modestes avec des budgets serrés. Pour eux, donner 100 ou 200 F représente un sacrifice important. Mais en même temps c'est une somme dérisoire si on la compare à celles que l'on voit se gaspiller dans les aventures électorales ou dans l'édition de journaux éphémères.

De toutes façons, il nous faut gagner ce pari. Notre équilibre financier en dépend, et de lui découle la parution de *Royaliste* à son rythme actuel. Alors, n'attendez pas et répondez généreusement à mon appel.

**Yvan AUMONT**

### Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : [royaliste@multimania.com](mailto:royaliste@multimania.com)
- ✓ Site Internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Régléments à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

✉ A noter : les correspondants qui avaient l'habitude d'utiliser la ligne "personnelle" d'Yvan Aumont sont priés de ne plus le faire, cette ligne étant maintenant dédiée aux communications électroniques

## MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonnement des *mercredis* annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● **Mercredi 5 mai** : Le national-populisme est-il le résultat des manoeuvres et manipulations des détenteurs du pouvoir ? Ou l'enfant naturel de la fameuse « bête immonde » ? Directeur de recherches à la Fondation des Sciences politiques, **Guy HERMET** montre que le Front national prétend combler la carence de l'État-Providence par un programme de réciprocité restreinte. Malgré la crise actuelle de cette organisation, la « trahison démocratique » pose la question « *Quel avenir pour le populisme ?* » ainsi que celle de sa fonction sociale et de son utilisation politique.

● **Mercredi 12 mai** : Écrivain, journaliste, historien, membre du Comité directeur de la NAR, **Luc de GOUSTINE**, est le préfacier de textes tirés des « six livres de la République » de Jean Bodin, oeuvre majeure de la philosophie politique fran-

çaise. A l'heure où le principe même de la souveraineté est attaqué, en théorie et en pratique, il est essentiel de « *Penser la République* » par une relecture de celui qui, au XVI<sup>e</sup> siècle, énonça une définition de l'État royal qui eut une immense portée.

● **Mercredi 19 mai** : Le bombardement quotidien de la République de Yougoslavie par les avions de l'OTAN est un acte dont chacun ressent l'extrême gravité sans parvenir toujours à en mesurer les effets immédiats et les conséquences à long terme. Pour nous éclairer nous avons demandé au prince héritier du Monténégro, **Nicolas PÉTROVITCH-NIÉGOSH**, de nous expliquer « *La tragédie des Balkans* ». Ces explications sont d'autant plus précieuses qu'elles se doublent d'un témoignage direct puisque le prince s'est rendu le mois dernier au Monténégro.

● **Mercredi 26 mai** : Directeur de Recherches au CNRS, **Ran HALEVI** a travaillé avec François Furet sur la Révolution française et se livre depuis plusieurs années à des recherches sur l'histoire de la royauté. Voici deux ans, notre ami nous avait présenté un visage de Louis XVI aussi éloigné de l'hagiographie que de la légende noire. Il revient parmi nous pour exposer « *La pensée politique de Louis XIV* », rarement commentée et souvent caricaturée, alors qu'elle permet de mieux comprendre l'absolutisme français - mais aussi l'idéal de la modération à l'âge classique dont notre invité est l'historien.

### Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# Qu'ils répondent de leurs actes !

**L**a guerre devait durer quelques jours. Mais au bout du premier mois de bombardements, les partisans et les adversaires de l'intervention de l'OTAN constatent l'échec militaire, les désastres politiques et la catastrophe humanitaire qui en est résultée.

L'impasse dans laquelle se trouvent les partisans de la guerre ne s'explique pas par les circonstances, les difficultés techniques ou la psychologie serbe. Elle est l'aboutissement du processus qui relie le doux humanitarisme et l'agression militaire : la défense du Bien exige une mobilisation totale en vue d'une complète éradication du Mal. Ce combat pour la Civilisation contre la Barbarie ne saurait donc tolérer la souveraineté des États et les solutions politiques - puisque la politique est la science des médiations et l'art des compromis (1). La confusion de l'humanitaire et du militaire et le bellicisme des dirigeants écologistes s'inscrivent dans cette logique du malheur et de la mort qui emporte tour à tour les peuples et les nations des Balkans.

Mais la démonstration des fautes et des erreurs n'est pas suffisante. La participation de la France à cette guerre qui meurtrit l'Europe implique que ses citoyens participent activement au débat politique. C'est difficile, car nous sommes pris dans le flot quotidien des rumeurs contradictoires, des intentions à demi-exprimées, et des grands mots (*morale, honneur*) destinés à nous impressionner. Le gouvernement cherche à nous prendre à témoin des malheurs balkaniques et de sa détermina-

tion à y remédier. Et les médias voudraient nous enfermer dans le rôle du spectateur navré, dont on sollicite la générosité.

Comme Matignon se flatte de l'accord ou du tacite consentement des ministres, comme les dirigeants politiques de droite ou de gauche invoquent les sondages pour justifier leur bellicisme ou expliquer leur inaction, les citoyens sont privés de toute possibilité d'intervention politique : on leur a signifié qu'ils sont d'accord avec la guerre, on



leur demande de laisser faire les puissants. Telle est la conséquence, inadmissible, de l'esprit consensuel et de cette « démocratie d'opinion » qui exclut le débat démocratique et méprise l'opinion publique.

Que faire ? Exiger, par démarches individuelles et collectives, que nos dirigeants prennent leurs responsabilités devant le peuple français selon les principes et les procédures prévus par la Constitution.

Aux termes de l'article 5, le Président de la République assure « le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ». Il doit donc demander, voire exiger, que la ligne diplomati-

que et militaire suivie par le gouvernement soit soumise au débat et au vote, puisque l'article 35 dispose que « la déclaration de guerre est autorisée par le Parlement ». La déclaration du chef du gouvernement permettrait à chacun des ministres de se situer par rapport aux objectifs et aux moyens affichés : il n'est pas acceptable que le ministre de l'Intérieur et ses collègues communistes laissent percer leurs désaccords sans les exprimer clairement, et sans quitter le gouvernement s'il apparaît que celui-ci choisit de continuer la guerre.

Le vote des parlementaires permettrait de revenir au respect du droit constitutionnel, alors que depuis un mois les chefs de partis évitent de se prononcer clairement. Les Verts ont déclaré qu'ils étaient partisans d'une intervention militaire au sol. Il faut que les élus communistes et chevenementistes puissent exprimer leur opposition à la guerre par un vote. Il faut que les élus de gauche et de droite qui confient en privé leurs doutes et leurs réticences expriment leur choix devant la nation.

Nous n'ignorons pas que ces décisions individuelles et collectives risquent de mettre en péril la cohabitation, ou la coalition de gauche. Mais le flou n'est pas possible lorsqu'il s'agit de la guerre et de la paix. Mais la politique du fait accompli n'est pas tolérable lorsqu'il s'agit de l'avenir de la France et de l'Europe. Rien n'est inéluctable. La France peut cesser de participer aux actions militaires. Elle peut mettre au point avec les Russes un plan qui ramènerait les Yougoslaves à la table de négociations, sous l'égide des Nations unies. La France peut, dès maintenant, poser les conditions du retour à la paix dans les Balkans.

**Bertrand RENOUVIN**

(1) cf. l'analyse magistrale de Philippe Delmas dans « *Le Bel avenir de la guerre* », Folio, 1997.

N.B. Cet article a été rédigé le samedi 24 avril.